

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

MONT-DE-MARSAN, le 22/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **RAYONIER AM**

1154, Avenue du Général Leclerc  
40400 TARTAS

Référence : 0052.02000

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement RAYONIER AM implanté au 1154, avenue du Général Leclerc 40400 TARTAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAYONIER AM
- 1154, avenue du Général Leclerc 40400 TARTAS
- Code AIOT : 0005202000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso Seuil Bas
- IED : Oui

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulosiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Avec une production annuelle de 125 000 t, l'établissement de TARTAS représente 10 % du marché mondial des pâtes de spécialités. La majorité des ventes de l'établissement s'effectue en Europe et seulement 5 % des ventes de produits sont à destination de la France.

Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du dossier de réexamen IED a nécessité la mise à jour des conditions d'exploitation du site par arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incident – Rejet diffus de gaz présentant du H<sub>2</sub>S

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Évènements relatifs aux émissions diffuses de substances soufrées provenant	Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 20.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	7 jours
2	Analyse de l'évènement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a pu constater que le fonctionnement dégradé de la station de traitement de la papeterie occasionne de manière récurrente des émissions diffuses et ponctuelles de substances soufrées de type H<sub>2</sub>S.

Lors de l'inspection, il est constaté en proximité immédiate de la lagune des émissions diffuses très brèves (de l'ordre d'une dizaine de secondes) de substances soufrées présentant des pics de concentration de l'ordre de 10-20 ppm (détection calée sur la substance H<sub>2</sub>S).

Les conditions de vent locales influencent très fortement la dispersion diffuse des substances soufrées au niveau de la lagune présentant une surface d'environ 8 ha.

Au regard des constats de l'inspection, il est proposé par arrêté préfectoral une mise en demeure de respecter les dispositions réglementaires en matière d'émissions odorantes. À cet effet, il est prescrit la mise en oeuvre de mesures adaptées pour prévenir toutes nuisances olfactives, ainsi que la mise en oeuvre d'actions nécessaires permettant de retrouver le fonctionnement nominal de la station de traitement des effluents résiduaires.

Dans l'attente de mise en oeuvre des actions de suppression des nuisances et sous réserve des résultats d'une étude des risques sanitaires, l'arrêté préfectoral prescrit également le plan d'action suivant :

### **1- Atténuation des nuisances olfactives à court terme**

- Mise en place sous 10 jours de dispositifs de réduction des odeurs (ex. Brumisateurs d'eau, masquants d'odeurs).  
Sous réserve de la vérification de l'innocuité environnementale et sanitaire des produits utilisés avant leur application.

### **2- Ré-oxygénation et amélioration du fonctionnement épuratoire**

- Sous 7 jours : Remplacement des 3 aérateurs défectueux.
- Sous 1 mois : Changement de la technologie des aérateurs pour assurer une aération efficace sans remobilisation des boues.

### **3- Surveillance continue des émissions odorantes et impact environnemental**

- Sous 10 jours : Mise en place d'un plan de surveillance renforcé autour du site et des cours d'eau proches.
- Suivi continu des composés soufrés (H<sub>2</sub>S, mercaptans, STR, SO<sub>2</sub>, thiols, DMS, DMDS).
- Installation d'un réseau de capteurs avec transmission quotidienne des relevés à l'inspection des installations classées.
- Surveillance de la concentration des gaz soufrés dissous dans l'effluent résiduaire.
- Évaluation de la dispersion locale des émissions odorantes.

#### **4- Étude d'impact sanitaire et environnemental**

- Sous 7 jours : Réalisation d'une étude des risques sanitaires liés aux émissions diffuses.
- Dès que disponible remise du rapport d'étude à l'administration.

#### **5- Retour à un fonctionnement aérobie de la lagune**

- Sous 1 mois : Réalisation d'une bathymétrie de la lagune et caractérisation des populations bactériennes et qualité des boues.

#### **6- Gestion et évacuation des boues de la lagune**

- Sous 2 mois : Définition des modalités d'extraction et de gestion des boues dans le respect des normes environnementales.
- Sous 3 mois : Présentation d'un plan d'évacuation détaillé précisant les modalités et les filières de traitement envisagées.
- Évacuation effective des boues dans les meilleurs délais, tout en protégeant les masses d'eau réceptrices et en limitant les nuisances olfactives.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Evènements relatifs aux émissions diffuses de substances soufrées provenant la lagune de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 20.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques diffus à l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Les sources potentielles d'odeurs de grandes surface (bassin de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p>
<b>Constats :</b> <u>Libellé de l'évènement survenu :</u> Nuisances olfactives et détection de pics odorants à Tartas  <u>Contexte et Signalements :</u> Depuis novembre 2024, plusieurs riverains signalent des nuisances olfactives récurrentes autour du site industriel RAYONIER AM à Tartas. Ces odeurs, bien que constatées de manière épisodiques et de courtes durées, sont perçues comme nauséabondes et gênantes.  Dans le cadre de l'analyse des premières plaintes, l'exploitant précise qu'il n'a pas été en mesure d'identifier formellement l'origine des événements olfactifs perçus par les riverains compte tenu du caractère très bref et erratique des émissions constatées aux alentours du site.  L'analyse des paramètres de fonctionnement des principaux rejets canalisés du site et des sources connues d'émissions atmosphériques de l'installation n'ont pas révélé de dysfonctionnement des outils de production et de traitement. De plus, la nature des odeurs perçues présente une empreinte olfactive très différente de celle habituellement associée à l'installation.

Le 08 et 09 janvier 2025, dans des conditions météorologiques favorables à la diffusion des émissions, avec un vent dominant d'Ouest en Est, l'exploitant a constaté le déclenchement répété de plusieurs détecteurs de SO<sub>2</sub> au sein de ses installations industrielles.

À la suite de cet événement, l'exploitant identifie formellement la lagune de traitement des effluents résiduels comme source d'émissions diffuses de substances soufrées.

L'exploitant a par ailleurs mandaté la société Explorair le 08/01/25 pour effectuer une caractérisation des émissions odorantes au niveau de la lagune qui confirme la présence d'une émission de diffus de H<sub>2</sub>S (d'une concentration de 0,1 ppm).

Une première instrumentation est mise en place par l'exploitant pour assurer une détection de H<sub>2</sub>S le 10/01 (2 capteurs de H<sub>2</sub>S situé en entrée lagune et au centre est de la lagune) complété le 17/02 par deux autres capteurs (Est et Sud de la lagune).

Depuis la mise en place de cette surveillance des émissions diffuses en proximité de lagune, l'exploitant a constaté de multiples et très brefs épisodes d'émissions diffuses pouvant atteindre des concentrations de l'ordre de 20 ppm.

Pour information, à titre de comparaison, le seuil de toxicité aigue de cette substance des premiers effets irréversibles se situe à 80 ppm pour une durée d'exposition d'1h (320 ppm pour 1 min d'exposition), la Valeur Limite d'Exposition Professionnelle (VLEP) à 8h est de 5 ppm. La Valeur de Référence (VTR) en inhalation subchronique (15 jours à 1 an) est de 30 µg/m<sup>3</sup>.

Le 27 et 28 janvier 2025, l'exploitant a fait appel à la société OSMANTHE, spécialisée dans la détection d'odeurs industrielles, pour procéder à l'établissement d'une cartographie détaillée des émissions olfactives effectuées par des nez et combinés à des prélèvements réalisés sur le site.

#### Origine de l'évènement :

Pour rappel, afin de traiter les effluents résiduels de procédé de la papeterie, l'exploitant dispose d'une lagune de traitement d'environ 300 000 m<sup>3</sup> présentant une superficie d'environ 8 ha. Cette lagune est équipée en fonctionnement normal de 27 aérateurs permettant d'assurer l'oxygénation de l'effluent pour traiter biologiquement la charge organique des effluents résiduels.

L'analyse des paramètres de fonctionnement de la station de traitement des effluents n'a pas mis en évidence de baisse des performances épuratoires de cette dernière et il ressort que la lagune traite la charge organique des effluents résiduels rejeté à l'environnement dans la gamme de fonctionnement nominal de l'installation de traitement. Cependant, malgré un fonctionnement globalement effectif du système d'aération (24 aérateurs en fonctionnement sur les 27 présents), il apparaît un taux d'oxygénation de l'effluent à traiter très faible voir nul. Cette situation rend compte d'un manque d'oxygénation de la lagune devant fonctionner en milieu aérobie. Il apparaît par ailleurs un constat de présence significative de boues au sein de la lagune. L'exploitant estime en première approche qu'environ 50% du volume de la lagune est rempli par des boues biologiques.

L'exploitant précise que les constats ci-dessus révèlent bien un déséquilibre du fonctionnement de la lagune passant du traitement de l'effluent prévue en mode aérobie en un traitement anaérobie. La biologie en manque d'oxygène réduit les sulfite et sulfates présents dans les effluents industriels en H<sub>2</sub>S et composés soufrés réduits.

Le caractère ponctuel des émissions peuvent s'expliquer par le relargage de poches de gaz se formant au sein des boues.

Le caractère lointain de la perception des nuisances olfactives pouvant atteindre la ville de Dax pourrait s'expliquer de deux manières :

- soit, par la diffusion d'une nappe gazeuse sulfurée empruntant un milieu canalisant, tel que les cours d'eau ;
- soit, par le dégazage de l'effluent en dehors du site.

Ces modes de diffusions sont en cours d'analyse par l'exploitant avec l'appui d'un prestataire spécialisé.

#### Causes profondes :

L'exploitant identifie que le basculement du mode de fonctionnement de la lagune est la conjonction des facteurs interférents suivants :

- depuis la mise en service de la lagune (1974), l'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation des boues pouvant présenter un taux de remplissage significatif de la lagune pouvant possiblement atteindre 50 % du volume de la lagune ;
- le changement de technologie d'aérateur intervenue en 2024, remplacement des 27 aérateurs assurant une aération par brassage de la couche superficielle de la lagune (50 cm) à une injection d'air en profondeur (1,5 m) pour assurer une meilleure oxygénation a occasionné une mauvaise circulation globale de l'effluent créant des zone mortes favorables à la création de milieux anaérobies ;
- le non fonctionnement de 6 aérateurs défaillant consécutifs à un mauvais réglage lors de leur mise en service pendant 1 mois ;
- le changement de réactif de neutralisation en entrée de lagune favorable à la formation de boues (action floculante). L'exploitant a procédé de manière réactive à l'usage du réactif initialement utilisé de neutralisation ne présentant pas d'action de floculation ;
- l'admission des effluents issus de l'installation de fermentation de la société RAYONIER BIONOVA qui sont susceptibles d'occasionner l'ensemencement d'une bactéries interférentes avec les biologie de la lagune et pouvant modifier l'équilibre bactérien de la lagune ; mais il s'agit d'une cause secondaire qui sera étudiée dans le cadre de l'analyse du fonctionnement bactérien de la station de traitement.

Dans le cadre de la gestion de cet évènement, l'exploitant s'engage à mettre en oeuvre les plans d'action suivants :

#### **1- Atténuation des nuisances olfactives à court terme**

- Mise en place sous 10 jours de dispositifs de réduction des odeurs (ex. brumisateurs, masquants d'odeurs).
- Vérification de l'innocuité environnementale et sanitaire des produits utilisés avant leur application.

#### **2- Ré-oxygénation et amélioration du fonctionnement épuratoire**

- Sous 7 jours, remplacement des 3 aérateurs défectueux.
- Sous 1 mois, changement de la technologie des aérateurs pour assurer une aération efficace sans remobilisation des boues.

#### **3- Surveillance continue des émissions odorantes et impact environnemental**

- Sous 10 jours : Mise en place d'un plan de surveillance renforcé autour du site et des cours d'eau proches.
- Suivi continu des composés soufrés ( $H_2S$ , mercaptans, STR,  $SO_2$ , thiols, DMS, DMDS) et autres substances que l'exploitant estime nécessaire de suivre.
- Installation d'un réseau de capteurs avec transmission quotidienne des relevés à l'inspection des installations classées.
- Surveillance de la concentration des gaz soufrés dissous dans l'effluent.
- Évaluation de la dispersion locale des émissions odorantes.

#### **4- Étude d'impact sanitaire et environnemental**

- Sous 7 jours : Réalisation d'une étude des risques sanitaires liés aux émissions diffuses.

- Dès que disponible pour la remise du rapport d'étude à l'administration.

#### **5- Retour à un fonctionnement aérobie de la lagune**

- Sous 1 mois : Réalisation d'une bathymétrie de la lagune et caractérisation des populations bactériennes et qualité des boues.

#### **6- Gestion et évacuation des boues de la lagune**

- Sous 2 mois : Définition des modalités d'extraction et de gestion des boues dans le respect des normes environnementales.
- Sous 3 mois : Présentation d'un plan d'évacuation détaillé précisant les modalités et les filières de traitement envisagées.
- Évacuation effective des boues dans les meilleurs délais, tout en protégeant les masses d'eau réceptrices et en limitant les nuisances olfactives.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il est proposé un arrêté de mise en demeure assorties de mesures d'urgence reprenant les plans d'action convenus avec l'exploitant et spécifiées ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

### **N° 2 : Analyse de l'évènement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques diffus à l'environnement

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection de des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

#### **Constats :**

Les évènements relatifs à l'émission diffuse de substances soufrées non maîtrisée de concentration de l'ordre de 20 ppm sont considérés comme des incidents-accidents susceptibles d'affecter les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.

Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas établi de rapport d'évènement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise sous 3 jours un rapport d'évènement qu'il mettra régulièrement mis à jour selon l'évolution des connaissances de la situation conformément l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/05/2005.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 jours